



Fiches

Thématiques



Environnement international

La croissance des pays de l'OCDE a été dynamique en 1997 (+2,9% après +2,6% en 1996), en raison de l'amplification de la reprise en Europe et d'une nouvelle accélération en Amérique du Nord, qui ont largement compensé le fort ralentissement du Japon. Sur la première moitié de 1998, la croissance se stabiliserait sur des bases élargies en Europe continentale tandis que l'activité commencerait à ralentir au Royaume-Uni, et ultérieurement aux États-Unis. L'Asie du Sud-Est entrerait dans une phase de croissance moins soutenue. Sous l'effet de la crise asiatique et à un moindre degré du ralentissement anglo-saxon, la demande mondiale adressée à la France perdrait de sa vigueur.

Croissance encore soutenue aux États-Unis

L'économie américaine a été particulièrement dynamique en 1997, le taux de croissance du PIB s'établissant à 3,8%, soit un rythme inégalé depuis 1988. L'accélération d'un point entre 1996 et 1997 est essentiellement liée à celle de la consommation privée. La croissance du pouvoir d'achat des ménages, due aux créations massives d'emplois ainsi qu'à l'accélération des salaires réels dans un contexte de forte contraction du chômage, a expliqué la vigueur de la consommation. Celle-ci a, en outre, bénéficié d'un niveau de confiance des consommateurs historiquement élevé et des effets de richesse induits par la très bonne orientation des marchés d'actions. L'investissement est également resté vigoureux en 1997, favorisé par la modération des taux d'intérêt, la baisse du prix des biens d'équipement, notamment informatique, et d'importantes capacités d'autofinancement des entreprises. Pour les mêmes raisons qu'en 1997, le dynamisme de la demande intérieure devrait se prolonger au premier semestre de 1998.

Plus qu'en 1996, le commerce extérieur a pesé négativement sur la croissance en 1997. Les exportations ont été soutenues par le dynamisme des partenaires américains des États-Unis, comme le Canada et le Mexique, mais affectées par les effets de l'appréciation du dollar vis à vis des monnaies d'Europe continentale. Favorisées par le dynamisme de toutes les composantes de la demande intérieure et la baisse de leurs prix en dollars, les importations ont davantage accéléré. Au premier semestre de 1998, la demande intérieure continuerait de soutenir les importations, tandis que les exportations, affectées par le net ralentissement de la demande asiatique et le niveau élevé de la devise américaine,

décélèreraient sensiblement, ce que traduit d'ailleurs le recul des carnets de commandes étrangers dans les enquêtes du NAPM. La dégradation du commerce extérieur initierait le ralentissement de l'économie américaine. Malgré l'accroissement des tensions salariales, l'inflation s'est inscrite en baisse à la fin de 1997 (+2,1% en glissement annuel contre +3,3% un an plus tôt), grâce à la baisse du prix des produits importés et à de forts gains de productivité. Elle devrait, pour les mêmes raisons, rester contenue dans les mois qui viennent.

Stagnation de l'économie japonaise

L'économie japonaise a nettement ralenti en 1997 (+0,9% après +4,1% en 1996) et ne semble pas donner de signes de reprise pour le premier semestre de 1998. L'orientation restrictive de la politique budgétaire, avec en particulier le relèvement de la TVA de 3% à 5% en avril 1997, a déprimé la demande intérieure. Par anticipation du relèvement de la TVA, la consommation privée a été vigoureuse au premier trimestre, mais elle s'est ensuite fortement dégradée. L'investissement s'est replié, le secteur de la construction ayant été particulièrement touché par les restrictions budgétaires. Seul le commerce extérieur a contribué positivement à la croissance en 1997. Les importations, en ligne avec la demande intérieure, ont nettement ralenti, tandis que les exportations ont accéléré jusqu'à l'été, soutenues par la vigueur des principaux partenaires du Japon (États-Unis et reste de l'Asie). Malgré les effets de la crise sur les exportations, la contribution du commerce extérieur devrait rester positive en 1998 d'autant que la grave crise de confiance que traverse le pays pèserait sur la demande intérieure, malgré le plan de relance annoncé par le gouvernement en décembre. Ce plan prévoit principalement des allègements fiscaux, pour un montant qui représente 0,6% du PIB, avec en particulier une baisse de l'impôt sur le revenu au premier semestre. La consommation des ménages progresserait donc légèrement, mais resterait freinée par une nouvelle dégradation du marché du travail. L'investissement ne devrait redémarrer que modestement. Au-delà de la faiblesse globale de la demande, les enquêtes de conjoncture du Tankan font part du pessimisme des chefs d'entreprise, dont l'accès aux crédits bancaires est rendu difficile par la fragilisation du système financier japonais. Un regain de confiance dans un système bancaire en cours de restructuration est nécessaire pour réorienter favorablement les perspectives de croissance du pays.

PIB DES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISÉS

(Évolution en %)

1996	1997	1998		Glissements semestriels **		
				1997		1998
				1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.
ÉTATS-UNIS (33,5 %)						
2,8	3,8	2,7	PIB (en \$ 92)	2,0	1,8	1,1
9,1	14,3	10,1	Importations (14%)	9,0	5,1	4,9
2,6	3,3	3,0	Consommation privée (68%)	1,5	2,2	1,3
8,3	7,7	6,9	FBCF totale (18%)	4,0	3,4	4,0
8,3	12,4	8,1	Exportations (12%)	6,7	3,5	3,7
3,0	3,7	3,1	Contribution : Demande intérieure hors stocks	1,8	2,1	1,6
0,0	0,6	0,1	Variations de stocks	0,6	0,0	-0,1
-0,2	-0,5	-0,5	Commerce extérieur	-0,4	-0,3	-0,4
JAPON (17,5 %)						
4,1	0,9	-0,4	PIB (en yens 90)	-0,8	0,6	0,0
11,5	-0,1	-2,1	Importations (12%)	-1,8	-2,4	-0,2
2,9	1,1	-0,9	Consommation privée (59%)	-1,3	0,8	0,2
10,1	-3,6	-3,2	FBCF totale (31%)	-3,7	-1,4	-2,1
3,4	11,0	6,2	Exportations (12%)	7,2	1,6	2,9
4,9	-0,5	-1,4	Contribution : Demande intérieure hors stocks	-2,2	0,2	-0,4
0,1	0,0	0,0	Variations de stocks	0,3	-0,1	-0,1
-0,9	1,4	1,0	Commerce extérieur	1,1	0,5	0,5
ALLEMAGNE (9,6 %)*						
1,4	2,2	2,6	PIB (en DM 91)	1,3	1,0	1,5
2,2	7,0	5,5	Importations (27%)	3,3	4,5	2,5
1,3	0,2	1,5	Consommation privée (57%)	1,0	-0,4	0,9
-1,2	0,2	1,6	FBCF totale (22%)	-1,5	0,7	0,6
4,5	10,7	7,7	Exportations (27%)	5,1	6,2	2,5
0,9	0,1	1,3	Contribution : Demande intérieure hors stocks	0,5	-0,6	1,0
-0,1	1,1	0,6	Variations de stocks	0,3	1,1	0,4
0,6	1,0	0,7	Commerce extérieur	0,5	0,5	0,1
ITALIE (6,2 %)						
0,7	1,5	2,4	PIB (en lires 90)	1,9	0,8	1,2
-2,0	11,3	9,3	Importations (21%)	8,8	5,7	2,2
0,8	2,4	2,1	Consommation privée (61%)	1,9	0,0	1,2
0,4	0,6	4,3	FBCF totale (18%)	1,5	0,7	2,2
-0,2	6,6	9,6	Exportations (25%)	3,7	5,8	2,5
0,6	1,5	2,1	Contribution : Demande intérieure hors stocks	1,4	0,1	1,2
-0,3	0,7	-0,1	Variations de stocks	1,5	0,5	-0,1
0,4	-0,7	0,4	Commerce extérieur	-1,0	0,2	0,1
ROYAUME-UNI (5,6 %)						
2,3	3,6	2,2	PIB (en £ 90)	1,9	1,3	1,0
8,4	8,3	6,2	Importations (31%)	6,0	3,0	2,3
3,6	4,2	4,1	Consommation privée (63%)	2,5	2,0	2,0
1,8	2,7	3,5	FBCF totale (17%)	2,5	0,3	2,1
6,8	7,9	3,2	Exportations (30%)	5,4	0,4	1,8
2,9	3,6	3,5	Contribution : Demande intérieure hors stocks	2,1	1,7	1,6
-0,1	0,2	-0,3	Variations de stocks	0,0	0,4	-0,4
-0,5	-0,2	-1,0	Commerce extérieur	-0,2	-0,8	-0,2
ESPAGNE (2,9 %)						
2,3	3,4	3,5	PIB (en pesetas 86)	1,7	1,8	1,7
6,2	10,1	11,5	Importations (34%)	6,2	7,7	4,4
1,9	3,1	3,3	Consommation privée (63%)	2,0	1,3	1,9
0,9	4,7	6,5	FBCF totale (22%)	3,2	3,5	3,0
9,9	12,9	11,3	Exportations (31%)	6,2	7,9	4,1
1,5	3,1	3,8	Contribution : Demande intérieure hors stocks	2,1	1,8	2,0
-0,1	-0,4	0,0	Variations de stocks	-0,3	0,0	-0,1
0,9	0,7	-0,3	Commerce extérieur	-0,1	0,0	-0,2

■ Prévision - Source : Direction de la Prévision

Le pourcentage indiqué après chaque pays représente son poids dans l'OCDE en 1996.

Le pourcentage indiqué après chaque agrégat représente son poids dans le PIB, en volume, en 1996.

*Les données infra-annuelles pour l'Allemagne sont corrigées des jours ouvrables.

**Variation entre le dernier trimestre du semestre considéré et le dernier trimestre du semestre précédent.

La crise asiatique pèse fortement sur la croissance des pays en développement

La crise financière a principalement atteint la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Corée et, dans une moindre mesure, Singapour, Taïwan et Hong-Kong. La Chine et l'Inde, moins ouvertes sur l'extérieur, n'ont pas été touchées directement. Elle s'est traduite par une dépréciation forte des monnaies, un mouvement de fuite des capitaux et une crise bancaire grave, ce qui a conduit la Thaïlande, l'Indonésie, la Corée et les Philippines à faire appel au FMI, pour éviter le défaut de paiement. La mise en place de politiques de stabilisation et la crise du système financier devraient affecter les investissements et provoquer une contraction durable des importations, notamment de biens d'équipement. Par la suite, les exportations de ces pays profiteraient des gains de compétitivité induits par la dépréciation de leurs monnaies.

En Amérique du Sud, la croissance devrait également faiblir en 1998, sous l'effet d'un resserrement des politiques économiques destiné à éviter la contagion de la crise asiatique. Enfin, dans la plupart des pays d'Afrique, la croissance devrait légèrement se replier du fait de la diminution des revenus pétroliers pour les pays producteurs.

Retour à la croissance en Europe de l'Est

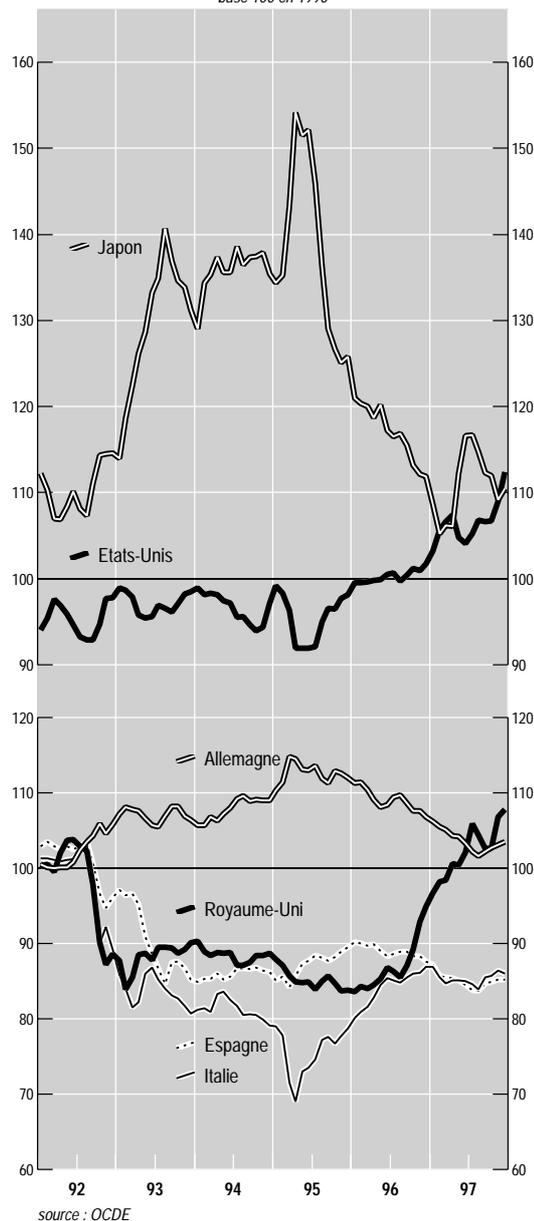
En Europe de l'Est, la croissance a bénéficié en 1997 de la stabilisation de l'économie russe. En revanche, les Pays d'Europe Centrale et Orientale ont connu un ralentissement, particulièrement marqué en République Tchèque, ainsi qu'en Bulgarie et en Roumanie. Ces deux derniers pays ont même connu une récession suite aux mesures de redressement prises après l'effondrement de leur système financier.

En 1998, le sursaut des économies balkaniques et le retour de la Russie à un taux de croissance positif feraient globalement apparaître une accélération de l'activité en Europe de l'Est. Dans les pays d'Europe centrale, la croissance serait relativement stable. Cependant, la fragilité des comptes courants en République Tchèque, en Slovaquie et, dans une moindre mesure, en Pologne, comme le risque d'une crise fiscale en Russie constituent des aléas à la baisse.

Croissance ferme en Europe occidentale

En 1997, la croissance des pays de l'Union Européenne s'est renforcée, passant de +1,9% en 1996 à +2,6%. Amorcée à la mi-1996, la reprise s'est amplifiée, toujours soutenue par la demande étrangère. Au premier semestre de 1998, le dynamisme de la demande intérieure, plus net depuis l'été dernier, permettrait de compenser le ralentissement de la demande extra-euro-

TAUX DE CHANGE EFFECTIFS REELS
base 100 en 1990



péenne et d'élargir les bases de la croissance. En revanche, l'économie britannique ralentirait, après avoir connu une forte croissance en 1997.

En Allemagne, la croissance du PIB est passée de +1,4% en 1996 à +2,2% en 1997. Les exportations ont été favorisées par l'augmentation de la demande mondiale adressée à l'Allemagne, émanant en particulier des Pays de l'Est. Elles ont, en outre, bénéficié de forts gains de compétitivité, grâce à la baisse des coûts de production et à la dépréciation du mark jusqu'en août. Après une phase d'activité particulièrement dynamique en milieu d'année 1997, les industriels n'anticipent plus, depuis quelques mois, d'amélioration sensible de leurs perspectives de production. Cette révision est à relier aux événements en Asie du Sud-Est et pourrait indiquer une stabilisation du taux de croissance de

l'activité. Les exportations se sont, en effet, tassées et ne devraient pas se redresser au premier semestre de 1998.

La demande intérieure a été très peu dynamique en 1997. Les destructions massives d'emplois liées aux importantes restructurations industrielles et à la réduction des mesures de soutien de l'activité et de l'emploi, en particulier dans les nouveaux Länder, ont expliqué la forte remontée du taux de chômage tout au long de l'année et la grande modération des évolutions salariales. Celles-ci n'ont pas permis de gains de pouvoir d'achat, malgré le ralentissement des prix à la consommation. Tous ces éléments ont fortement pesé en 1997 sur la consommation privée. Toutefois, au premier semestre de 1998, dans un contexte d'amélioration de la confiance des ménages, la consommation privée pourrait accélérer, grâce à l'amorce d'une décrue du taux de chômage (stabilisé depuis déjà quelques mois en Allemagne de l'Ouest) et à une hausse du pouvoir d'achat des ménages. Celle-ci serait permise par des augmentations de salaires plus conséquentes que l'an passé et une évolution neutre des prélèvements obligatoires (baisse de l'impôt de solidarité, relèvement d'un point de la TVA en avril). L'investissement productif a accéléré au cours de l'année 1997 et pourrait s'intensifier au premier semestre de 1998. Il est encouragé par des conditions monétaires toujours favorables et par la remontée rapide du taux d'utilisation des capacités à un niveau sensiblement supérieur à sa moyenne historique. En revanche, le secteur de la construction reste sinistré. La demande intérieure, plus dynamique, soutiendrait les importations, si bien que la contribution du commerce extérieur à la croissance devrait encore se réduire au premier semestre de 1998. Au total, la reprise de la demande intérieure compenserait la dégradation de la demande étrangère.

Subissant le contrecoup d'importants efforts d'assainissement budgétaire et de l'appréciation de la lire, l'activité de l'Italie a connu une courte période de contraction de l'activité en début d'année 1997. Elle s'est nettement redressée au printemps et devrait accélérer en 1998 (+2,4% en moyenne annuelle contre +1,5% en 1997). La baisse du taux d'épargne et la progression du pouvoir d'achat des ménages, due notamment à la désinflation rapide, ont contribué à

soutenir la consommation. La mise en place d'une "prime à la casse" a en outre conduit à l'envolée des immatriculations automobiles. La consommation privée devrait rester soutenue au premier semestre de 1998, grâce à la baisse du taux de chômage, au haut niveau de confiance des ménages et à une nouvelle amélioration de leur pouvoir d'achat, permise par des mesures d'allègement fiscal (suppression de l'euro-tax). Ces facteurs compenseraient l'effet négatif de la suppression progressive, d'ici au mois de juillet, des mesures d'incitation à l'achat d'automobiles. L'investissement productif s'est intensifié en 1997 sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt et de l'amélioration continue de la confiance des industriels, perceptible dans les enquêtes de l'ISCO. L'augmentation du taux d'utilisation des capacités, qui atteignait au début de 1998 un niveau historiquement haut, devrait soutenir l'investissement dans les trimestres à venir. L'accélération de la demande intérieure a incité les entreprises à reconstituer leurs stocks au premier semestre de 1997. Ce mouvement a contribué pour 0,7 point à la croissance du PIB en 1997. Les importations ont aussi bénéficié du dynamisme de la demande intérieure, en particulier des achats d'automobiles, et de la reprise de l'investissement en équipement, tandis que le dynamisme retrouvé des demandes intérieures européennes a favorisé les exportations à partir du printemps. Au total, et à la différence de ses partenaires, la contribution du commerce extérieur à la croissance, négative en 1997, serait légèrement positive en Italie en 1998.

Le Royaume-Uni a connu une forte croissance en 1997 (+3,6%), dont le principal moteur a été la demande intérieure. Comme en 1996, la consommation privée a été soutenue par la baisse du taux de chômage et la forte progression des salaires. En outre, elle a bénéficié de revenus exceptionnels liés aux démutualisations des sociétés de crédit immobilier. L'investissement a également été très dynamique, grâce à la bonne santé financière des entreprises. L'activité industrielle s'est toutefois nettement ralentie à partir du troisième trimestre. La conjoncture britannique se caractérise par un déséquilibre croissant entre le secteur des services, qui assure le rythme de croissance très soutenu du PIB, et l'industrie, qui souffre à la fois du resserrement de la politique monétaire depuis le printemps et de la dégradation de la compétitivité à l'exportation du fait de

DEMANDE MONDIALE ADRESSÉE A LA FRANCE (PRODUITS MANUFACTURÉS)

(En volume, évolution en %)

1995	1996	1997	La part de marché représentée par chaque zone en 1985 est indiquée entre parenthèses	Glissements semestriels***				
				1996		1997		1998
				1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.
8,0	5,2	9,4	9 pays OCDE (62 %) *	1,2	3,9	5,9	4,6	3,7
6,9	4,3	8,0	dont : UE (51 %) **	0,6	3,4	5,3	4,4	3,6
11,6	6,5	7,8	Hors OCDE (27 %)	3,1	4,7	3,4	3,2	1,2
8,9	5,4	8,8	Total (100 %)	1,6	3,9	5,2	4,2	3,0

■ Préviation

* Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Belgique, Pays-Bas, Etats-Unis, Japon, Canada, Espagne.

** Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Belgique, Pays-Bas, Espagne.

***Variation entre le dernier trimestre du semestre considéré et le dernier trimestre du semestre précédent.

Source : Direction de la Préviation.

l'appréciation de la livre (+14% en terme effectif réel en décembre, en glissement annuel). Les importations étant d'autre part soutenues par le dynamisme de la demande intérieure, la contribution du commerce extérieur à la croissance a été négative en 1997 et devrait se dégrader en 1998, les pertes de compétitivité à l'exportation se cumulant à l'affaiblissement de la demande étrangère. Cette évolution entraînerait un ralentissement général de l'économie britannique déjà perceptible à la fin de 1997. La demande intérieure pourrait également décélérer d'elle-même au premier semestre de 1998, sous l'effet d'une politique monétaire plus restrictive, encouragée par l'accélération des prix et les tensions salariales liées au très bas niveau du taux de chômage.

En *Espagne*, la croissance a été particulièrement forte en 1997 (+3,4%), soutenue par le dynamisme conjugué de la demande intérieure et des exportations. L'amélio-

ration du pouvoir d'achat des ménages, grâce à des créations massives d'emplois et au ralentissement des prix, a soutenu la consommation. La poursuite de la baisse du taux de chômage et l'allègement de la pression fiscale devraient encore renforcer le dynamisme de la consommation privée au premier semestre de 1998. L'investissement a bénéficié de la baisse des taux d'intérêt ainsi que des bonnes anticipations de demande de la part des industriels. Le niveau élevé du taux d'utilisation des capacités de production devrait le pousser à la hausse. Le commerce extérieur a également soutenu l'activité en 1997, les exportations profitant de la vigueur de la demande étrangère et de la dépréciation de la peseta jusqu'en août. Sa contribution à la croissance pourrait cependant se dégrader au premier semestre de 1998, du fait de la poursuite de l'accélération de la demande intérieure et du ralentissement de la demande étrangère. ■

La France en phase avec la zone euro

La troisième phase de l'Union Economique et Monétaire européenne entrera en vigueur le 1er janvier 1999. Les échanges intra-zone, déjà très développés, devraient s'intensifier, ce qui viendra renforcer la convergence des conjonctures des pays participants, en particulier dans les secteurs exposés. D'ores et déjà, les conjonctures des pays de la zone évoluent remarquablement en phase.

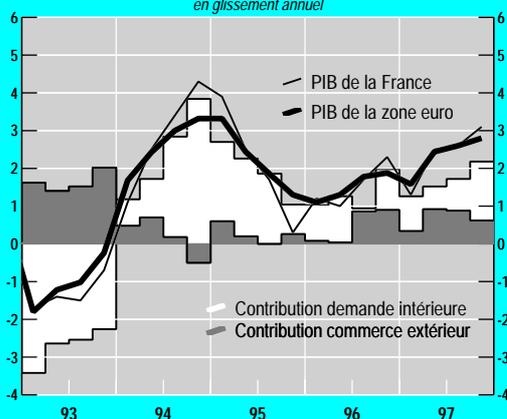
Ainsi, le PIB de la France évolue depuis quelques années de manière similaire à celui de l'ensemble de la zone euro⁽¹⁾. Après une période de récession en 1993 due à une contraction de la demande intérieure et en particulier de l'investissement, le redressement de l'ensemble des composantes de la demande intérieure entamé au début 1994 s'est rapidement amplifié, faisant passer la zone euro dans une phase de forte croissance, de l'ordre de 3,5% l'an entre la fin 1994 et le début 1995. Le PIB de la zone a ensuite nettement ralenti, son taux de croissance se stabilisant à un peu plus de 1% l'an à la fin 1995, à cause du tassement de la demande intérieure. Ce n'est qu'à partir de l'été 1996 que l'accélération de la demande extra-européenne, entraînant les exportations, a permis le retournement à la hausse du taux de croissance du PIB. La demande étrangère à la zone euro a continué d'être très dynamique en 1997 et le réveil de la demande intérieure au cours de l'année a permis d'amorcer une accélération significative du PIB, qui porterait la croissance de la zone euro à +3% à la fin 1997, en glissement annuel. Toutefois, le ralentissement progressif de la demande étrangère, du fait de l'affaiblissement des demandes asiatique et, progressivement, anglo-saxonne, ne permettrait pas de conserver dans les mois qui viennent une contribution de l'extérieur aussi forte qu'auparavant. Dans un contexte de légère accélération de la demande intérieure, le rythme de progression du PIB devrait donc rester stable à son niveau de la fin 1997.

Après une période de stabilité en 1995-1996, la production industrielle de la zone euro (comme celle de la France) s'est nettement engagée sur une trajectoire haussière au printemps 1997, grâce à l'accélération conjointe des demandes intérieure et étrangère à la zone. Depuis lors, le rythme de croissance de la production est très soutenu, comparable à celui de la reprise de 1994.

Après la sévère contraction de l'activité en 1993, la production industrielle française ne s'était pas autant redressée que celle de la zone, si bien qu'en 1995-1996, elle s'inscrivait à un niveau proche de celui observé en 1990 alors que la production de la zone lui était supérieure d'environ 2%. La reprise industrielle, concomitante en France et en Europe, du début 1997 a toutefois davantage profité à la France, puisqu'elle lui a permis de rattraper ce léger retard. Ainsi, début 1998, les productions industrielles française et zone euro s'inscrivaient toutes deux à un niveau supérieur d'environ 8% à leur niveau moyen de 1990.

(1) Les indicateurs de la zone euro sont calculés en agrégeant les données nationales de l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas et la Belgique (ces six pays représenteraient 93% du PIB de la zone, sur la base des onze pays qui, selon toute vraisemblance, devraient adopter l'euro en janvier prochain).

**CONTRIBUTION AU PIB
de la zone euro
en glissement annuel**



sources : Eurostat, INSEE, Direction de la prévision

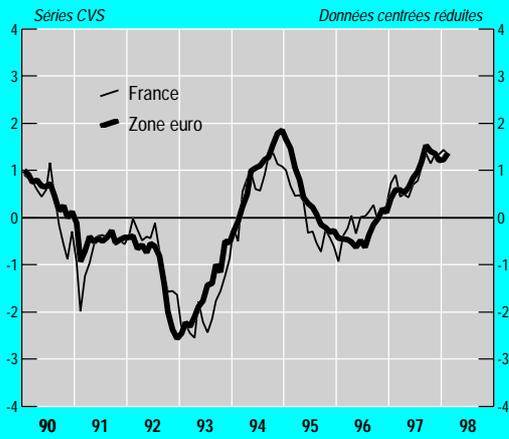
**INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
Total hors construction**



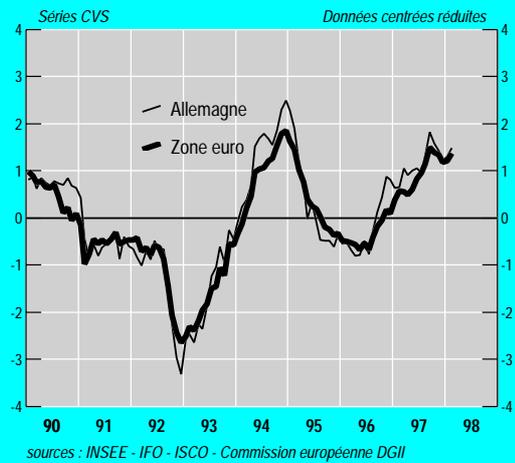
sources : OCDE, INSEE

Perspectives personnelles de production dans l'industrie

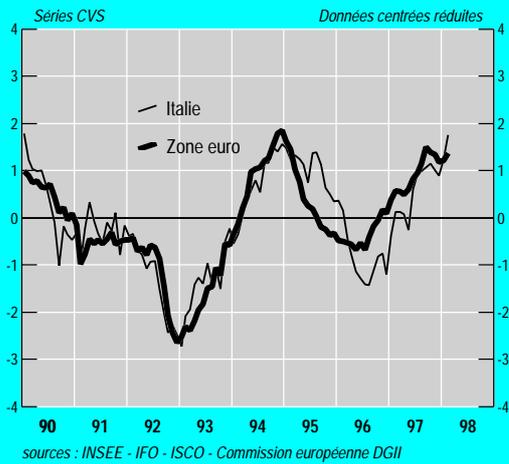
PERSPECTIVES PERSONNELLES DE PRODUCTION



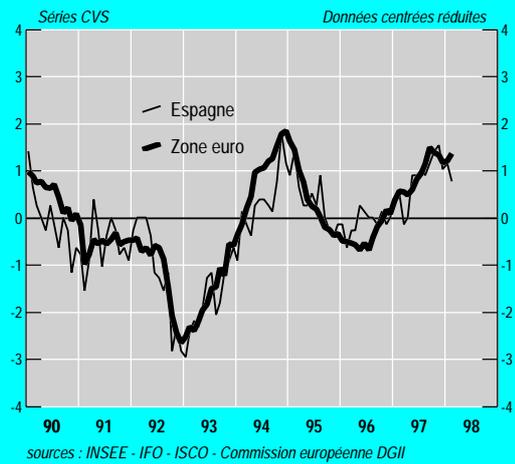
PERSPECTIVES PERSONNELLES DE PRODUCTION



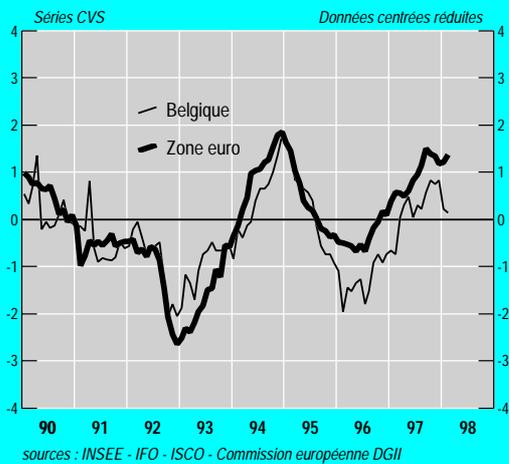
PERSPECTIVES PERSONNELLES DE PRODUCTION



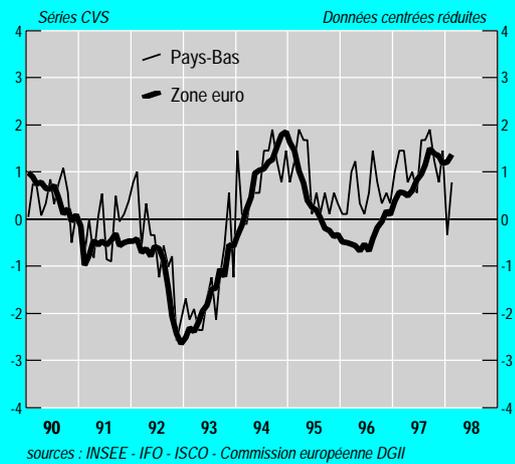
PERSPECTIVES PERSONNELLES DE PRODUCTION



PERSPECTIVES PERSONNELLES DE PRODUCTION



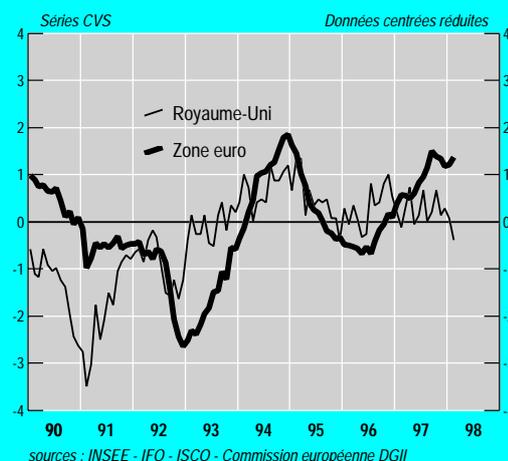
PERSPECTIVES PERSONNELLES DE PRODUCTION



Comme le montrent les graphiques précédents, dans les principaux pays participant à la zone euro, les perspectives de production évoluent de façon similaire à celles calculées sur l'ensemble de la zone. La légère correction à la fin 1997 des perspectives personnelles de production des industriels, qui s'amélioraient de façon continue depuis la mi-1996, pourrait confirmer la stabilisation du taux de croissance de l'activité et le passage à un rythme moins soutenu de la production industrielle.

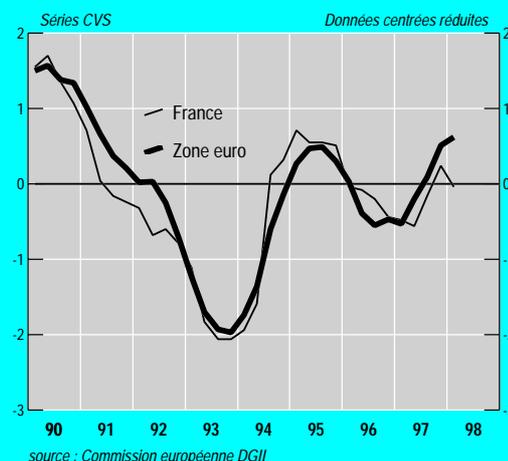
En revanche, l'activité industrielle au Royaume-Uni présente un profil sensiblement différent. Ce pays a annoncé qu'il n'adopterait pas l'euro dès 1999.

PERSPECTIVES PERSONNELLES DE PRODUCTION



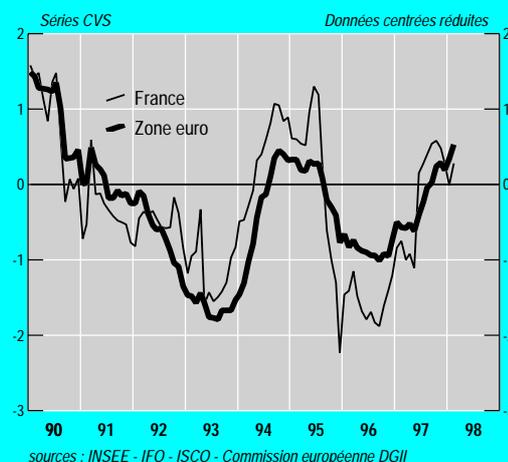
Le taux d'utilisation des capacités de production de la zone euro s'est redressé à la fin 1996 et a atteint un niveau inégalé depuis 7 ans. Ce mouvement, qui se déroule avec un peu de retard en France, s'explique par l'envolée de la production industrielle depuis le début de l'année et participe à la reprise de l'investissement en équipements dans la plupart des pays de la zone euro.

TAUX D'UTILISATION DES CAPACITES



L'indicateur de confiance des ménages de la zone euro était particulièrement déprimé sur l'ensemble de l'année 1996, dans un contexte de dégradation de la conjoncture et de montée du chômage, en particulier en France. En 1997, il s'est progressivement redressé, pour retrouver aujourd'hui le niveau relativement élevé du début 1995.

INDICATEUR DE CONFIANCE DES MENAGES

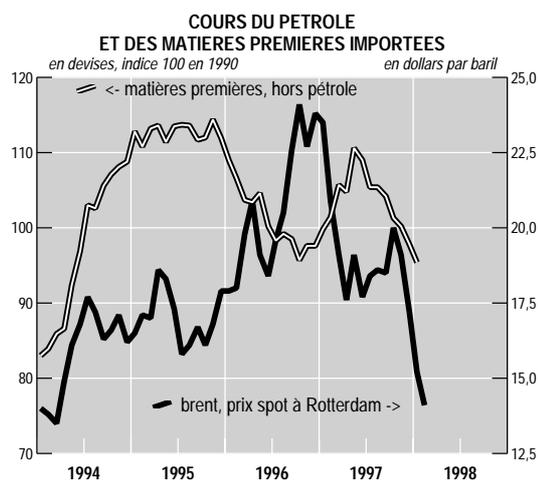


Pétrole et matières premières

Chute des cours du brent

En 1997, les cours du baril de brent ont fortement chuté (17 \$/bl en décembre 1997, contre 24 \$/bl en décembre 1996, soit une baisse de 28%). Sur la même période, les prix en francs de la tonne de pétrole brut importée par la France ont un peu moins baissé (-13%), en raison de l'appréciation du dollar par rapport au franc (+14%). La chute des cours a été très marquée en début d'année (-26% entre décembre 1996 et avril 1997) avec la disparition progressive des facteurs exceptionnels de hausse de la fin 1996 (conditions météorologiques défavorables, tensions au Moyen Orient). En milieu d'année 1997, l'accroissement de la demande en produits pétroliers et la contraction de l'offre pétrolière, due à l'arrêt momentané de la production en Mer du Nord, ont interrompu le mouvement baissier (+14% entre avril et octobre 1997). Enfin, l'annonce en novembre du relèvement au 1er janvier 1998 des quotas de production des pays membres de l'OPEP et l'amorce du ralentissement de l'activité dans les pays d'Asie du Sud-Est ont entraîné une nouvelle chute des cours en fin d'année. Celle-ci s'est poursuivie au début de 1998. En revenant à 14 \$/bl en février, les cours ont ainsi retrouvé des niveaux qui n'avaient pas été atteints depuis 1994, à la suite de la période de contraction de l'activité en Europe continentale et au Japon.

Selon les prévisions de l'Agence Internationale de l'Énergie publiées en mars, la consommation pétrolière mondiale ralentirait en 1998. Elle progresserait de 2,2%, en moyenne annuelle, après +2,5% en 1997. La demande des pays asiatiques décélérerait sensiblement. Dans la zone OCDE, l'activité soutenue en Amérique du Nord et en Europe devrait conduire à une progression de la demande pétrolière proche de celle constatée en 1997. Cependant, la relative clémence de l'hiver dans ces pays a été un facteur de ralentissement de la consommation pétrolière. De plus, en 1997, les stocks



de pétrole brut dans les raffineries des pays industrialisés ont sensiblement progressé, ce qui pourrait contribuer dans les prochains mois au ralentissement de la demande pétrolière.

Au premier semestre de 1998, le ralentissement de la demande pétrolière mondiale est à comparer à une offre de pétrole en net accroissement. Tout d'abord, le relèvement par l'OPEP de ses quotas de production (+10%) accentuée depuis le mois de janvier l'excès d'offre de pétrole déjà observé en 1997. En effet, ce relèvement a deux conséquences : il permet d'une part d'ajuster les quotas autorisés à la production réelle de certains pays qui dépassaient régulièrement leurs seuils de production et d'autre part aux pays qui n'utilisaient pas à plein leurs capacités extractives d'accroître leur production. La première conséquence ne joue pas sur les cours, mais la seconde, en gonflant l'offre, entraîne les cours à la baisse. Par ailleurs, la reprise, en janvier, d'importantes

PRIX DU PÉTROLE

	Niveaux trimestriels						Niveaux annuels			
	1996		1997				1998	1995	1996	1997
	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^e T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	S1			
Dollar en francs	5,10	5,18	5,60	5,78	6,08	5,84	6,0	4,99	5,11	5,80
PÉTROLE										
Baril de "BRENT DATÉ" en dollars	20,9	23,5	21,2	18,1	18,5	18,8	14,0	17,0	21,0	19,1
Tonne importée en francs	775	903	895	767	828	835	762	635	784	830

Prévision.

livraisons irakiennes de pétrole, suspendues depuis le 5 décembre, vient accroître l'offre de pétrole et contribue à la chute des cours. Enfin, l'accroissement de l'offre serait aussi imputable à une accélération de la production des pays non membres de l'OPEP. L'exploitation des gisements en Mer du Nord s'intensifierait assez nettement, contribuant pour 0,7 point à la croissance de l'offre des pays non membres de l'OPEP (+2,9% en 1998). Cette accélération s'expliquerait en partie par la reprise de la production à la mi-1997 de plates-formes pétrolières en Mer du Nord, qui avaient été mises hors service pendant quelques mois, pour des raisons techniques.

Au total, sous l'effet d'un net accroissement de l'offre de pétrole et du ralentissement de la demande pétrolière, le prix du baril de pétrole a nettement diminué cet hiver. Eu égard à la réévaluation récente des revenus pétroliers de l'Irak dans le cadre d'un nouvel accord avec l'ONU et à l'apaisement des tensions dans le Golfe, les pressions à la baisse pesant sur les cours semblent être parvenues, à la fin de l'hiver, à leur maximum. Aussi les cours devraient-ils se stabiliser à un bas niveau.

Évolution contrastée des cours des matières premières

Les cours des matières premières importées par la France ont légèrement progressé en 1997. Les prix en devises ont augmenté de 2,6% en moyenne annuelle. La hausse a été supérieure en francs en raison de l'appréciation du dollar et de la livre sterling. Toutefois, cette évolution d'ensemble recouvre des mouvements divergents : les prix des produits alimentaires, affectés par les aléas climatiques, ont fortement augmenté (+15% en moyenne annuelle) alors que les prix des matières industrielles ont baissé de 2%.

Les cours des matières industrielles et plus particulièrement ceux des matières minérales ont d'abord progressé au premier semestre de 1997, en phase avec l'accélération de l'activité dans les principaux pays de l'OCDE, puis se sont repliés dès l'été 1997 en raison de la crise asiatique. L'aggravation de cette crise à la fin de l'année a amplifié la baisse des cours des matières minérales au second semestre (-5,5% par rapport au premier semestre). Ainsi, le cuivre, dont l'Asie est l'un des principaux acheteurs, a vu son prix chuter de 15% (sur la même période), ce qui a contribué pour 3,5 points à la diminution des prix des matières minérales.

Les prix des matières agro-industrielles, en baisse de 3,4% en moyenne par rapport à 1996, se sont redressés dès le deuxième trimestre de 1997. En glissement annuel à la fin de l'année, ils s'inscrivent en progression (+3,9%), sous l'effet de la hausse des prix de la pâte à papier et des cours des fibres textiles. Le raffermissement des cours de la pâte à papier (560 \$/t au deuxième trimestre de 1997 puis 610 \$/t au quatrième) s'explique par l'accélération de l'activité dans les pays industrialisés. Pour les fibres textiles, la hausse des cours en glissement masque un profil infra-annuel contrasté. En effet, les cours, qui progressaient à un rythme soutenu

PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES

Indice en devises base 100=1990	Variations annuelles en %		Glissements annuels en %	
	1996	1997	1996	1997
Ensemble	-10,2	2,6	-12,8	0,2
Alimentaires	1,9	15,2	-2,8	15,2
Denrées tropicales	-16,0	25,2	-2,5	33,4
Oléagineux	25,7	4,7	0,7	-3,9
Industrielles	-13,8	-2,0	-15,8	-5,1
Minérales	-9,7	-1,3	-10,3	-9,4
Agro-industrielles	-21,2	-3,4	-25,2	3,9

depuis la fin 1996, se sont stabilisés en milieu d'année avec l'apparition de la crise asiatique et se sont ensuite repliés avec l'aggravation de cette crise. Sur le marché du caoutchouc naturel, les dévaluations successives dans les pays du Sud-Est asiatique (80% de la production mondiale) ont conduit au renchérissement des prix en devises locales, stimulant ainsi la production, ce qui est encore venu accentuer la chute des prix en dollars.

Les cours des matières alimentaires ont sensiblement augmenté en 1997 sous l'effet de la flambée des prix du café et du cacao. La limitation par les principaux producteurs des exportations de café, la faiblesse des stocks dans les pays consommateurs et, surtout, les craintes de gelées au Brésil (premier producteur d'arabica) sont à l'origine de l'envolée des prix du café en début d'année. Une fois les craintes de gelées définitivement écartées au début de l'été, les prix du café ont diminué, pour se stabiliser en fin d'année à un niveau supérieur à celui atteint un an plus tôt. Pour le cacao, les prix sont restés orientés à la hausse tout au long de l'année du fait de l'aggravation du déficit de la production par rapport à la demande.

A l'horizon du premier semestre de 1998, les cours des matières premières industrielles devraient encore baisser du fait du recul de la consommation en Asie. La crise aurait notamment pour conséquence le report ou l'annulation de projets de construction dans le secteur du bâtiment et des transports. De plus, la dévaluation des monnaies dans les pays du Sud-Est asiatique s'est traduite par le renchérissement du prix de leurs importations de matières premières et accentué par conséquent le recul de la consommation de ces produits. Hormis les effets de la conjoncture asiatique, l'augmentation des capacités de production minières, concomitante avec la progression des prix depuis l'été 1996, a entraîné un excès d'offre des matières minérales et un retournement à la baisse des cours fin 1997. En réaction à cette baisse, certains sites miniers, notamment de cuivre, ont arrêté leur production à la fin de l'année. Ces fermetures n'ont toutefois pas permis d'enrayer au début de 1998 la baisse des cours, amplifiée par des mouvements spéculatifs. La baisse des cours des matières agro-industrielles, amorcée seulement à la fin de l'année 1997, devrait se prolonger dans les mois qui viennent. Les prix de la pâte à papier, stables au quatrième trimestre de 1997, devraient en particulier subir le ralentissement de l'activité en Asie du Sud-Est. Enfin, les prix des denrées tropicales pourraient rester globalement stables. ■

Échanges extérieurs

L'année 1997 a été marquée par l'exceptionnelle vigueur des flux d'échanges extérieurs. Même si elle s'est tassée en fin d'année, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB en 1997 (+2,4%) a été importante (1,5 point).

Sous l'impulsion d'une demande mondiale soutenue et de gains de compétitivité substantiels, les exportations de produits manufacturés ont vivement progressé au cours de l'année. Gonflées par d'importantes livraisons aéronautiques, leur progression en moyenne annuelle (+12,4%, en volume) est la plus forte que le commerce extérieur français ait enregistrée depuis le premier choc pétrolier. Dès le début de l'année 1997, elles ont permis le redémarrage de l'activité industrielle et donc de la demande en biens intermédiaires, en particulier importés. Les importations ont également bénéficié au printemps du ralentissement du déstockage et de la reprise de l'investissement en équipements puis, à partir du troisième trimestre, du redressement de la consommation des ménages. La progression des importations (+8,5%) a cependant été atténuée par leur renchérissement, du fait de la dépréciation du franc jusqu'à l'été.

Par rapport à leur rythme de progression, très soutenu depuis l'été dernier, les exportations devraient ralentir dans les mois qui viennent, en phase avec la demande mondiale. En effet, la demande asiatique accuserait un franc repli au premier semestre de 1998 alors que celles du Royaume-Uni puis des États-Unis se tasseraient. Par ailleurs, les effets des gains de compétitivité à l'exportation devraient s'étioler. Les importations progressant vivement depuis le redressement de la demande intérieure, le glissement annuel des exportations devrait rejoindre, au cours du premier semestre de 1998, celui

des importations (+9% environ à la mi-1998). La contribution du commerce extérieur à la croissance, qui a commencé à faiblir au second semestre de 1997, s'annulerait à la mi-1998.

En 1997, l'excédent commercial de la France a atteint 194 Mds de F (données FAB-FAB), soit plus d'une fois et demi l'excédent, déjà historique, de 1996 (114 Mds de F). Cette progression vient essentiellement du secteur manufacturier (excédent de 159 Mds de F en 1997, après 89 Mds de F en 1996) dont le solde reflète à la fois le décalage de conjoncture et les gains de termes de l'échange. L'excédent agro-alimentaire a, lui aussi, nettement progressé. En revanche, la facture énergétique s'est creusée. Au premier semestre de 1998, dans un contexte de stabilité des termes de l'échange, l'excédent commercial continuerait de progresser légèrement.

Ralentissement progressif des exportations

L'accélération des exportations manufacturières date du deuxième semestre de 1996. Elle s'est poursuivie jusqu'à l'été 1997, en phase avec l'évolution de la demande mondiale, si bien que leur glissement annuel à la mi-1997 a atteint un niveau exceptionnel, proche de +15%. Ce rythme s'est pratiquement maintenu jusqu'à cet hiver. La demande mondiale a présenté un profil semblable, avec des évolutions moins amples : elle a atteint un pic de progression de +10% à l'été et s'est maintenue à un rythme proche jusqu'à la fin de l'année. Elle a bénéficié en 1997 de la reprise de l'activité industrielle et de la consommation privée en

SOLDE COMMERCIAL (*)

(En milliards de francs)

	Niveaux semestriels (CVS)					Niveaux annuels (brut)		
	1996		1997		1998	1995	1996	1997
	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.			
Agriculture / IAA	26,2	30,0	33,5	33,8	33,5	51,7	56,2	67,3
Énergie	-35,4	-42,5	-42,0	-42,3	-41,3	-59,2	-77,9	-84,3
Manufacturés ⁽¹⁾	38,8	49,9	77,0	82,2	88,2	53,0	88,6	159,3
Total Caf / Fab	29,6	37,4	68,5	73,8	80,3	45,6	67,0	142,3
Total Fab / Fab ⁽²⁾	52,9	61,2	93,3	100,6	108,1	91,2	114,1	193,9

■ Préviation

(*) France métropolitaine uniquement (ce champ diffère de celui retenu par les Douanes depuis le début de l'année 1997).

(1) Y compris divers et matériel militaire.

(2) Le taux de passage des importations CAF à FAB est de 0,967 en 1995, 1996 et 1997.

Source : comptes trimestriels.

Europe continentale. Malgré un léger ralentissement en fin d'année, la conjoncture du Royaume-Uni et des États-Unis explique également la vigueur de la demande mondiale et des exportations : ces deux marchés ont contribué en 1997 au quart de la progression des exportations françaises.

Les exportations ont donc crû en 1997 nettement plus vite que la demande mondiale. Pour une part, cette performance est due à des "opérations exceptionnelles" au printemps (livraisons d'Airbus à l'Asie du Sud-Est et de paquebots à la Norvège). Mais pour l'essentiel, elle est liée à une amélioration substantielle de la compétitivité des produits français, grâce à la dépréciation du franc (-8% entre la fin 1995 et l'été 1997, en terme effectif). Ces gains de compétitivité ont sensiblement stimulé les exportations vers les États-Unis et le Royaume-Uni dont les monnaies sont celles qui se sont le plus fortement appréciées par rapport au franc (environ +13% en glissement annuel à la fin de 1997). La vigueur des exportations vers les États-Unis et le Royaume-Uni a concerné l'ensemble des secteurs. Les exportations de biens intermédiaires et de biens d'équipement professionnel ont été particulièrement dynamiques à destination de nos partenaires habituels d'Europe continentale, grâce à la reprise de la production industrielle et de l'investissement productif. De plus, l'industrie automobile française a bénéficié de la vigueur des marchés italien et espagnol, dopés par une prime gouvernementale à l'achat d'un véhicule neuf. La contribution des partenaires européens à la croissance des exportations s'est ainsi nettement renforcée.

Avec le ralentissement de la demande mondiale, la progression des exportations devraient sensiblement s'atténuer, leur glissement annuel passant de +14% fin 1997 à +9% à la mi-1998.

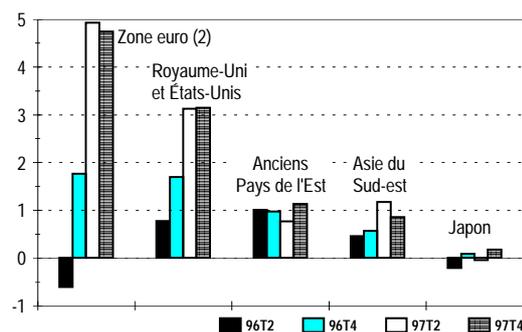
Elles subiraient le recul de la demande asiatique et le tassement des demandes britannique puis américaine. Par ailleurs, l'arrêt de la dépréciation du franc en août 1997 et le durcissement de la concurrence, observé par les industriels, ont entamé les gains de compétitivité, dont la contribution au glissement semestriel des exportations passerait d'un point et demi aux premier et second semestres de 1997 à un demi-point au premier semestre de 1998. D'ailleurs, confirmant l'entrée dans une période moins favorable aux exportations françaises, les récentes enquêtes de conjoncture soulignent la légère dégradation de l'opinion des industriels quant à leurs carnets de commandes étrangers, et ce, quel que soit le secteur. La vigueur de l'activité européenne permettrait cependant de maintenir les exportations françaises sur un rythme de croissance relativement élevé. Le renforcement de la consommation des ménages et de l'investissement productif en Europe devrait notamment stimuler les exportations de biens de consommation courante et d'équipement professionnel.

Croissance soutenue des importations

D'abord stimulées par la reprise industrielle, due à l'envolée des exportations fin 1996, et par le ralentissement du mouvement de déstockage, les importations de

CONTRIBUTIONS⁽¹⁾ DES PARTENAIRES DE LA FRANCE
A LA PROGRESSION DES EXPORTATIONS

(en points de croissance)



source : Douanes

(1) Note de lecture : au deuxième trimestre de 1997, la contribution du Royaume-Uni et des États-Unis au glissement annuel des exportations françaises (en valeur) est de 3,1 points.
(2) Allemagne, Italie, Espagne, Belgique et Pays-Bas.

produits manufacturés ont progressivement accéléré à partir de la fin 1996. Au cours de l'année 1997, elles ont bénéficié du dynamisme croissant de chacun des postes de la demande intérieure. L'accélération de la production industrielle a favorisé la demande de l'industrie en biens intermédiaires. Au printemps 1997, la reprise de l'investissement productif et de la consommation des ménages en produits manufacturés, hors automobiles, s'est accompagnée d'une accélération des importations de biens d'équipement professionnel et de consommation courante (notamment dans l'habillement-chaussures). Les importations ont ainsi nettement accéléré en début d'année, passant de +5% en glissement annuel à la fin 1996 à +11% à la mi-1997. Si, au premier semestre de 1997, les importations d'automobiles ont été déprimées par la faiblesse de la demande des ménages, la timide reprise du marché à partir du mois de juillet a permis leur redressement au second semestre. De même, l'accélération de l'investissement en équipements a stimulé les importations, relayant ainsi une moindre contribution de la variation des stocks. Le rythme de progression des importations est resté élevé (+10% en glissement annuel à la fin de l'année), malgré la compétitivité accrue des producteurs nationaux sur le marché intérieur. En effet, la progression des prix d'importation, essentiellement liée à la dépréciation du franc jusqu'à l'été, a été vive alors que les prix de production français restaient relativement stables.

Profitant du raffermissement de la demande intérieure, les importations devraient rester dynamiques au premier semestre de 1998. Elles bénéficieraient de la poursuite de la reconstitution des stocks, d'une consommation des ménages soutenue et surtout de la poursuite de l'accélération de l'investissement productif. Elles continueraient ainsi de progresser à un rythme proche de 9% en glissement annuel d'ici à la mi-1998. A cet horizon, la dépréciation des monnaies asiatiques commencerait à favoriser les exportations de ces pays à destination française.

Stabilisation des prix du commerce extérieur

La forte appréciation du dollar et de la livre sterling engagée à la fin de 1996 a entraîné un retournement à la hausse des prix d'importation des produits manufacturés. Ceux-ci ont, par ailleurs, été favorisés par l'accélération du cours du pétrole jusqu'à la fin de 1996 et des matières premières industrielles jusqu'à la mi-1997. Ainsi, malgré un ralentissement en fin d'année, les prix d'importation ont progressé de 4,8% en glissement annuel fin 1997. Dans le même temps, les prix de production ont été relativement stables. La compétitivité des produits nationaux sur le marché intérieur s'est donc sensiblement accrue. Sous l'effet de la chute des cours du pétrole et des matières premières et de l'interruption au mois de septembre de la dépréciation du franc, le ralentissement des prix d'importation devrait se poursuivre au premier semestre de 1998.

Les prix d'exportation se sont également redressés dès le début de 1997. Comme le soulignent les dernières enquêtes de conjoncture sur la concurrence étrangère, les exportateurs français ont profité des gains de compétitivité-change pour restaurer leurs marges. Les prix d'exportation semblent cependant avoir moins rapidement progressé que ceux de nos concurrents. Depuis l'automne, la progression des prix d'exportation s'est stabilisée, pour atteindre 3,4% en glissement annuel à la fin de 1997. Ils ralentiraient au premier semestre de 1998. La dépréciation des monnaies asiatiques devrait notamment inciter les exportateurs français à contenir leurs prix, afin de limiter la perte de compétitivité vis-à-vis de ces pays sur les marchés tiers.

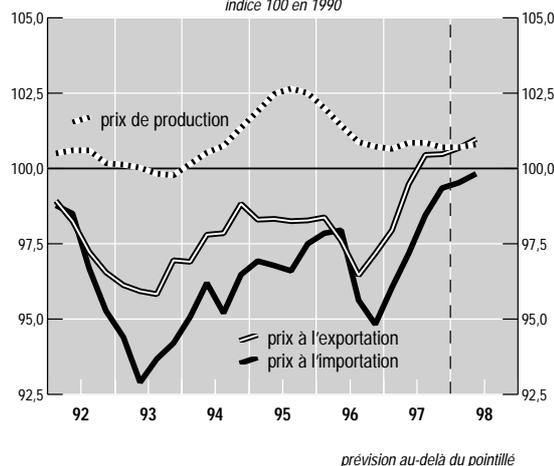
Excédent agro-alimentaire record en 1997

L'excédent agro-alimentaire a atteint 67 Mds de F en 1997 (CAF-FAB) et a ainsi dépassé de 11 Mds le solde de 1996. Il se stabiliserait au premier semestre de 1998 (+34 Mds de F).

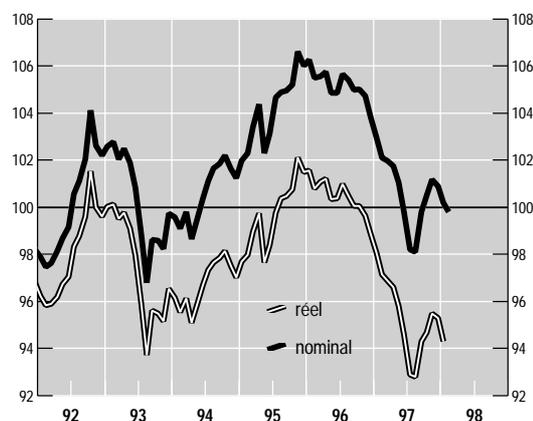
Les industries agro-alimentaires ont particulièrement contribué à l'amélioration du solde. Leur excédent s'est élevé à 39 Mds de F en 1997, après 32 Mds en 1996. Les exportations de vins et alcools ont enregistré une sensible progression, notamment vers le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Asie. Le solde des industries agro-alimentaires devrait accuser un excédent de 20 Mds de F à la fin du premier semestre de 1998.

L'excédent agricole s'est établi en 1997 à 28 Mds de F après 24 Mds en 1996. Cette amélioration s'explique par de fortes ventes de viande, de sucre et d'oléagineux. Elle a cependant été modérée par l'accroissement sensible des importations de tourteaux de soja et de café. Pour le café, il s'agit essentiellement d'un "effet prix" : son cours a connu une envolée durant l'année. L'excédent agricole devrait s'établir à 14 Mds de F sur le premier semestre de 1998.

PRIX
(produits manufacturés)
indice 100 en 1990



TAUX DE CHANGE EFFECTIF DU FRANC



Évolution du déficit énergétique calculée sur celle des prix du pétrole

Le déficit énergétique s'est accentué en 1997, sous l'effet d'une hausse du prix de l'énergie importée. L'appréciation du dollar vis-à-vis du franc (+14% en moyenne annuelle) a en effet plus que compensé la baisse du cours du pétrole (-7%). L'essentiel de cette hausse des prix était acquise en début d'année 1997, et les prix n'ont par la suite pas cessé de décroître. En volume, le déficit s'est légèrement contracté, grâce au dynamisme des exportations de produits raffinés, qui ont bénéficié de la reprise industrielle en Europe continentale. Au total, la facture énergétique a atteint 84 Mds de F, s'alourdissant de 6 Mds par rapport à 1996.

Les flux en volume restant dynamiques, la facture énergétique devrait s'alléger au cours du premier semestre de 1998, en raison d'un "effet prix" favorable : la chute du cours du pétrole s'est en effet poursuivie jusqu'au

début de l'année et le dollar s'est stabilisé. Le déficit énergétique devrait légèrement se contracter, pour avoisiner 41 Mds de F sur le semestre.

Forte augmentation de l'excédent des transactions courantes

En 1997, l'excédent des transactions courantes devrait s'établir aux alentours de 224 Mds de F, soit plus du double de l'excédent de 1996. L'envolée de l'excédent commercial et de celui des services explique ce résultat exceptionnel. Au premier semestre de 1998, ces deux excédents devraient se stabiliser.

En 1997, le solde des services s'est s'établi à +107 Mds de F, ce qui représente une hausse de 31 Mds de F par rapport à 1996. Cette progression s'explique, tout d'abord, par une hausse du solde des services d'assurance. En 1996, une réévaluation (à la hausse) des taux de réassurance avait entraîné une hausse des importations de services d'assurance et par suite un solde déficitaire. Par ailleurs, le solde touristique s'est élevé à +67 Mds de F en 1997 après +54 Mds en 1996. Dès le premier semestre de 1997, la France a enregistré une hausse de ses recettes touristiques; la hausse s'est accentuée au second semestre avec un mois de juillet exceptionnellement favorable. Cette évolution devrait se poursuivre au premier semestre de 1998, en raison de l'afflux de nombreux touristes à l'occasion de la Coupe du Monde de football. Enfin, le solde des services liés aux échanges de technologie s'est également amélioré.

Alors qu'il affichait un déficit de 41 Mds de F en 1995 et de 10 Mds de F en 1996, le solde des revenus a été excédentaire en 1997, s'établissant à +16 Mds de F. Ce

solde resterait excédentaire au premier semestre de 1998. La diminution en 1996 de la part des titres français détenus par les non résidents a été suivie par un retour des non résidents sur les marchés financiers français, qui s'est accentué à partir du quatrième trimestre de 1997. En effet, les investisseurs étrangers se sont, semble-t-il, tournés vers des marchés moins risqués en raison de la crise asiatique. Ce retour pourrait générer, avec retard, une hausse des intérêts perçus par les non résidents au premier semestre de 1998.

En 1997, le déficit du solde des transferts courants a augmenté de 17 Mds de F par rapport à 1996, en raison de la hausse des versements de la France aux institutions européennes et d'une augmentation des dépenses à l'étranger des administrations publiques nationales. Comme au premier semestre de 1997, la France devrait recevoir au premier semestre de 1998 le versement par la Communauté européenne de subventions au titre du FEOGA pour l'année 1997, qui seraient d'un montant égal à celui perçu pour 1996. Le déficit du solde des transferts du secteur officiel au premier semestre de 1998 devrait donc se contracter par rapport à celui du second semestre de 1997. Cependant, en comptabilité nationale, ce transfert est corrigé et réaffecté à 1997 pour calculer le déficit du secteur public ⁽¹⁾. ■

(1) L'écart entre le solde affiché par la Balance des Paiements et celui retenu par la Comptabilité nationale correspond à la variation d'une année sur l'autre du versement par les instances européennes au bénéfice du Trésor français.

BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

(Soldes bruts en milliards de francs)

	Niveaux semestriels					Niveaux annuels		
	1996		1997		1998	1995	1996	1997
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.			
MARCHANDISES ⁽¹⁾	35	41	78	84	77	55	76	162
SERVICES ⁽²⁾	31	45	48	59	54	71	76	107
- liés aux échanges extérieurs	6	12	15	19	12	11	18	34
- liés aux échanges de technologie	3	5	5	6	7	7	8	11
- voyages	24	30	31	36	38	56	54	67
- autres services	-2	-2	-3	-2	-3	-3	-4	-5
AUTRES BIENS ET SERVICES ⁽³⁾	3	3	0	0	0	18	6	0
REVENUS	-10	0	10	6	8	-41	-10	16
TRANSFERTS COURANTS	-11	-33	-14	-47	-14	-49	-44	-61
TRANSACTIONS COURANTES	48	56	122	102	125	54	104	224

■ Prévission.

(1) Ce concept diffère du solde douanier, car il ne prend pas en compte les échanges sans paiement et sans transfert de propriété.

(2) Nouvelle nomenclature de la balance.

(3) Depuis le changement de nomenclature de la Balance des Paiements de 1997, cette ligne est nulle.

Sources : Banque de France, estimations INSEE.

Comment prévoir les exportations de produits manufacturés en volume ?

L'élaboration des comptes prévisionnels, réalisée par le Département de la Conjoncture de l'INSEE, nécessite une prévision du volume d'exportations de produits manufacturés. Cette prévision de court terme (à l'horizon de deux ou trois trimestres) s'appuie sur une fonction d'exportations représentée par un modèle à correction d'erreur. Ce type d'équation économétrique se prête bien à l'analyse conjoncturelle des exportations. Elle permet en effet de spécifier à la fois l'équilibre économique de moyen-long terme que suivent les exportations et l'ajustement dynamique qui y conduit.

Les variations des exportations autour de leur tendance se déduisent donc de la dynamique de l'information conjoncturelle. Les variables explicatives de cette équation sont les déterminants macroéconomiques usuels des exportations :

- La demande mondiale d'importations en produits manufacturés adressée à la France,
- La compétitivité-prix des produits nationaux à l'exportation.

La demande mondiale en produits manufacturés adressée à la France est calculée par la *Direction de la Prévision*. Il s'agit d'un indicateur de croissance des impor-

tations des partenaires de la France, répartis en 9 pays et 20 zones. Les importations de chacun de ces partenaires sont pondérées par la part de marché que la France y détenait en 1985, année de référence. Cette demande mondiale est donc un indicateur des exportations françaises à parts de marché constantes. En la comparant aux exportations effectives, on peut ainsi apprécier la perte ou le gain de parts de marché à l'exportation (cf. graphique 1).

La compétitivité-prix des exportations françaises s'exprime par le rapport du prix à l'exportation de nos concurrents étrangers, exprimé en francs, au prix à l'exportation français. Le prix d'exportation étranger est calculé par la moyenne géométrique des prix d'exportation de nos 8 principaux partenaires pondérés par la "pression concurrentielle" (ou coefficient de double pondération) que chacun d'entre eux fait subir à la France sur les marchés élémentaires à l'exportation. La compétitivité-prix des exportations françaises s'écrit donc :

$$\text{Compétitivité} = \prod_{i=1}^8 e^{\frac{ai}{pi}} * \frac{\prod_{i=1}^8 P_i^{ai}}{Pf}$$

$$\text{soit encore : } \text{compétitivité} = \frac{1}{TCEN} * \frac{\prod_{i=1}^8 P_i^{ai}}{pf}$$

où i désigne l'un de nos 8 principaux partenaires commerciaux de l'OCDE (*) :

eif : taux de change de la monnaie du pays i en francs.

pi et pf : indices de prix à l'exportation (exprimés en monnaie nationale) de produits manufacturés pratiqués respectivement par le pays i et par la France.

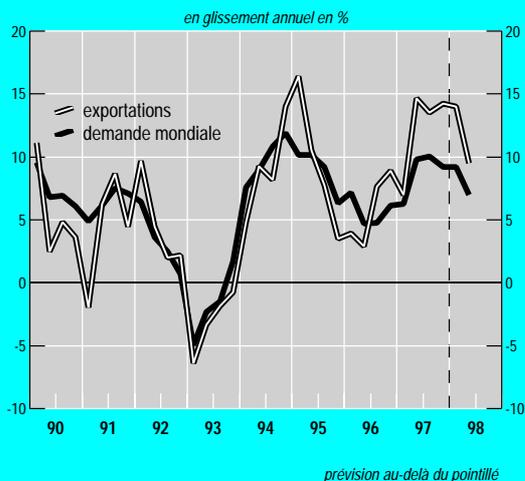
ai : pression concurrentielle que le pays i fait supporter à la France sur les marchés à l'exportation.

TCEN : taux de change effectif nominal du franc (cf. graphique 2).

(*) Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Espagne, Royaume-Uni, États-Unis et Japon.

1

DEMANDE MONDIALE ET EXPORTATIONS



ÉQUATION

La période d'estimation s'étend du premier trimestre de 1982 au deuxième trimestre de 1997.

$$\begin{aligned} \Delta \text{Exp}(t) = & -0,54 * \Delta \text{Exp}(t-1) - 0,57 * \Delta \text{Exp}(t-2) - 0,32 * \Delta \text{Exp}(t-3) \\ & (-3,8) \quad (-3,7) \quad (-1,9) \\ & + 0,35 * \Delta \text{Comp}(t) + 0,42 * \Delta \text{Comp}(t-1) + 0,37 * \Delta \text{Comp}(t-2) + 0,42 * \Delta \text{Comp}(t-3) \\ & (2,2) \quad (2,6) \quad (2,2) \quad (2,3) \\ & + 0,91 * \Delta \text{Dem}(t) + 0,52 * \Delta \text{Dem}(t-1) + 0,50 * \Delta \text{Dem}(t-2) + 0,60 * \Delta \text{Dem}(t-3) \\ & (6,5) \quad (2,8) \quad (2,5) \quad (2,9) \\ & - 0,32 * [\text{Exp}(t-4) - \text{Dem}(t-4)] + (0,32 * 1,46) * \text{Comp}(t-4) \\ & (-3,4) \end{aligned}$$

• Toutes les variables sont exprimées sous forme logarithmique

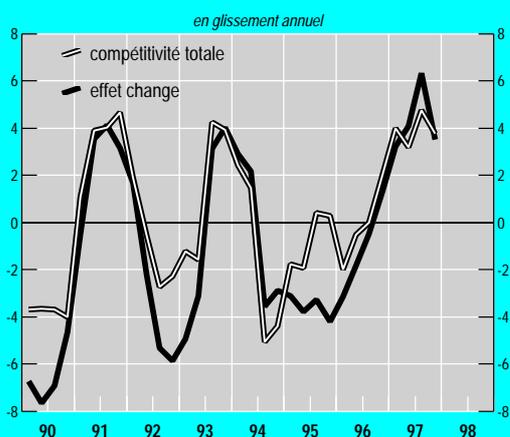
• Exp = exportations en volume ; Comp = compétitivité à l'exportation ; Dem = demande mondiale

• $\Delta x(t) = x(t) - x(t-1)$

• entre parenthèses : t de Student ; RMSE = 0,018 ; $R^2_{\text{ajusté}} = 0,58$

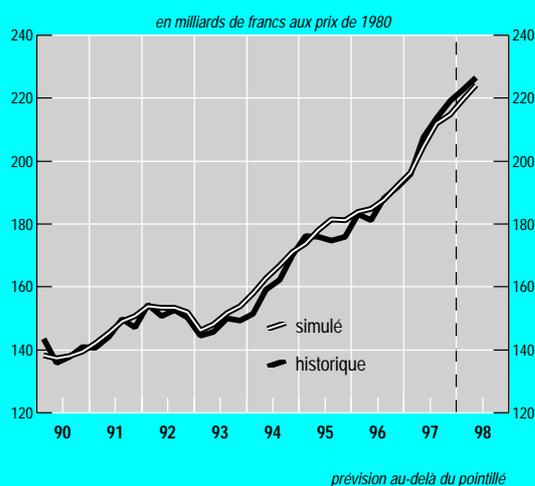
2

COMPÉTITIVITÉ A L'EXPORTATION



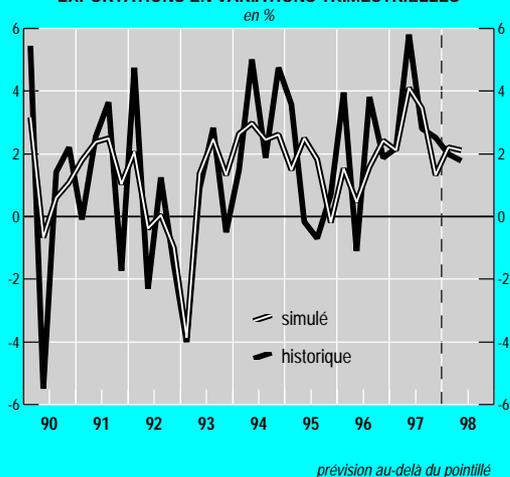
3

EXPORTATIONS EN NIVEAU



4

EXPORTATIONS EN VARIATIONS TRIMESTRIELLES



L'équation d'exportations ne présente pas d'auto-corrélation au regard du test du multiplicateur de Lagrange. Par ailleurs, le test de Chow conduit à accepter l'hypothèse de stabilité de l'équation.

La cible de long terme de ce modèle à correction d'erreur est affectée d'un coefficient de rappel de -0,32. L'élasticité de long terme des exportations à la demande mondiale est unitaire.

Pour juger de la qualité du modèle et, notamment, de la dynamique de l'ajustement, on représente graphiquement les exportations mesurées par les Comptes trimestriels et simulées dynamiquement (cf. graphiques 3 et 4).

La qualité de la simulation s'avère globalement satisfaisante. Cependant, les délais d'ajustement dynamique vers la cible de long terme sont plus longs sur le passé récent (jusqu'à un an). La simulation permet néanmoins d'évaluer les points de retournement conjoncturel. De la gestion des résidus de la simulation se déduisent les prévisions d'exportations pour les trimestres à venir.

La demande mondiale, très dynamique depuis la mi-1996, a contribué très fortement à la progression des exportations tout au long de 1997. L'accélération des exportations a ainsi été permise par la forte contribution de la compétitivité jusqu'à l'été. Les résultats de la simulation au quatrième trimestre de 1997 sous-estiment sensiblement les exportations effectives. Celles-ci étaient alors toujours très dynamiques, comme le souligne la vigueur des carnets de commande étrangers des enquêtes de conjoncture. A partir de 1998, la contribution légèrement moins soutenue de la demande mondiale et les effets progressivement atténués de la compétitivité devraient freiner les exportations. Ce ralentissement est confirmé par le repli des carnets de commande étrangers constaté dans les enquêtes de conjoncture de janvier et février 1998.

TABLEAU DES CONTRIBUTIONS

Date	Variation trimestrielle des exportations (en %)		Contributions (en point)		
	Historique	Simulée	Résidus	Compétitivité	Demande mondiale
95T1	3,6	1,5	2,1	0,4	1,1
95T2	-0,2	2,5	-2,7	-0,3	2,8
95T3	-0,7	1,8	-2,5	-0,6	2,4
95T4	0,7	-0,2	0,9	-0,3	0,2
96T1	4,0	1,5	2,4	-0,2	1,8
96T2	-1,1	0,5	-1,6	-0,2	0,7
96T3	3,8	1,6	2,2	0,0	1,5
96T4	1,9	2,4	-0,6	0,4	2,0
97T1	2,2	2,1	0,1	0,9	1,2
97T2	5,8	4,1	1,7	0,3	3,8
97T3	2,8	3,5	-0,7	1,0	2,5
97T4	2,5	1,3	1,2	0,3	1,0
98T1	2,0	2,2	-0,2	0,1	2,1
98T2	1,8	2,1	-0,3	0,4	1,7

prévisions en gras

Financement de l'économie

Relative stabilité des taux à court terme

Le taux d'appel d'offre de la Banque de France est resté inchangé du 31 janvier au 10 octobre 1997, à 3,10%, après sa baisse régulière entamée en octobre 1995, depuis un niveau de 5%. Cette stabilisation de la politique monétaire sur la plus grande partie de l'année 1997 s'est accompagnée du maintien du taux de marché à court terme (TIOP 3 mois) à un bas niveau, à environ 3,4%. Le relèvement du taux d'appel d'offre de la Banque de France, de 3,10% à 3,30%, le 10 octobre, a été suivi, dans un premier temps, par une remontée assez sensible du TIOP à trois mois (3,69% en novembre et décembre). Les premières données disponibles pour 1998 font en revanche apparaître une nouvelle détente des taux courts de marché (3,57% en février).

Le relèvement des taux directeurs du 10 octobre a été commun à toutes les banques centrales du noyau dur du Mécanisme de Change Européen. Il a entraîné une égalisation parfaite des taux d'intervention en France et en Allemagne et un rapprochement sensible des taux de marché à court terme, alors que l'écart sur les taux à trois mois était encore défavorable à la France de 0,16 point en moyenne sur le premier semestre de 1997.

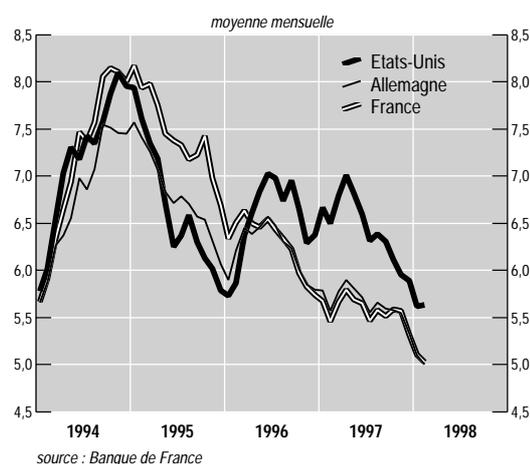
Malgré la remontée des taux nominaux de la fin d'année 1997 et la baisse de l'inflation, les taux d'intérêt à court terme réels ⁽¹⁾ continuent à se situer à des niveaux relativement faibles : ils s'établissent à 2,80% environ en février 1998, contre une moyenne de 4,15% sur la période 1980/1997.

Poursuite de la détente des taux à long terme

Les rendements obligataires à long terme se sont réduits régulièrement au cours de 1997, de 5,74% en décembre 1996 à 5,32% en décembre 1997. Cette détente a été parallèle à celle des taux à long terme allemands (de 5,80% à 5,33% sur la même période). La forte probabilité de la réalisation, dans les délais, de l'Union Economique et Monétaire et les anticipations d'une inflation basse (renforcées par les conséquences désinflationnistes de la crise asiatique) contribuent à cette faiblesse des rendements obligataires. Par ailleurs, sur la période la plus récente, il est possible que la baisse du prix des actifs financiers dans les pays d'Asie tou-

(1) TIOP à trois mois déflatés par le glissement annuel des prix à la consommation.

TAUX D'INTERET A LONG TERME



chés par la crise financière se soit traduite par des réallocations de fonds favorables aux titres publics occidentaux, et notamment français. Ce dernier élément serait venu renforcer le mouvement de retour des non-résidents, amorcé au second semestre de 1997, sur le marché obligataire français, qu'ils avaient délaissé en 1996. La baisse des rendements obligataires s'est accentuée au début de l'année 1998 (ils atteignaient 5,03% en février). En termes réels, les taux d'intérêt à long terme se situaient en février 1998 à un niveau proche de 4,30%, légèrement supérieur à celui atteint à la fin de 1996 (4,05%) en raison de la baisse de l'inflation depuis.

Forte hausse des indices boursiers

Entre décembre 1996 et décembre 1997, l'indice SBF 250 a progressé de 23,1% (après +25,8% entre décembre 1995 et décembre 1996). Les anticipations de hausse des profits dégagés par les entreprises, en liaison avec l'orientation favorable de l'activité, ainsi que la faiblesse du rendement des autres formes de placements disponibles contribuent à expliquer cette forte progression des indices boursiers. La crise asiatique semble n'avoir eu qu'un impact bref et limité sur les valeurs françaises : si, au mois de novembre, le SBF 250 s'est replié de 5,2%, il s'est repris dès le mois suivant (+4,2%) et a confirmé sa bonne orientation au mois de janvier 1998 (+3,8%).

La crise financière asiatique a principalement touché les valeurs industrielles, par nature les plus exposées aux variations de la demande et de la compétitivité internationales, et singulièrement les cours des sociétés

spécialisées dans les biens d'équipement (-6,5% en novembre). C'est également dans ce secteur que la reprise a été la moins nette en décembre (+1,4%). Les pertes enregistrées sur ces valeurs n'ont pu être compensées avant janvier (+6,6%). En revanche, bien que les banques françaises soient relativement exposées au risque asiatique, les valeurs financières prises dans leur ensemble n'ont que peu réagi à ces événements (-3,5% en novembre et +8,9% dès décembre).

Poursuite de la réduction des taux débiteurs

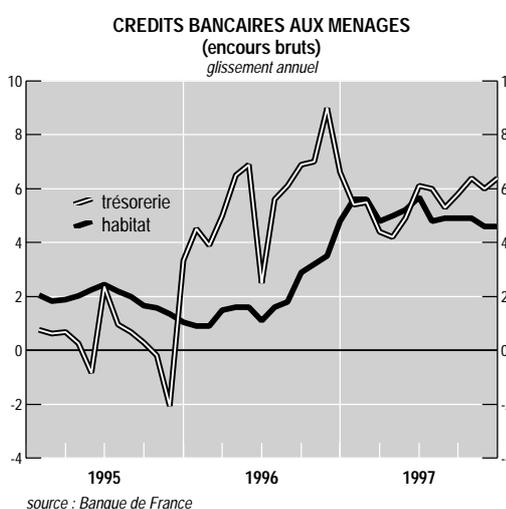
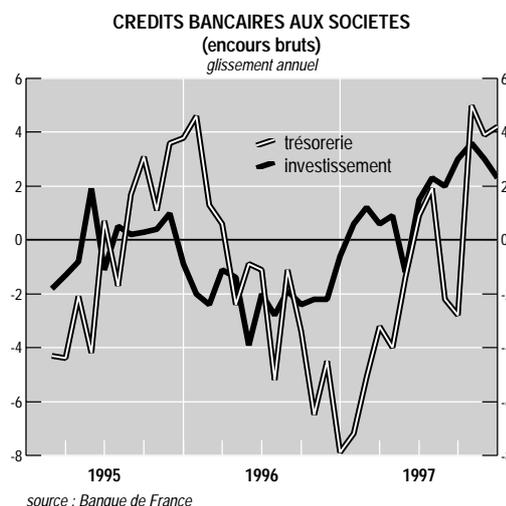
Selon l'enquête réalisée par la Banque de France auprès des établissements bancaires, les conditions de crédit offertes aux entreprises se sont nettement et régulièrement détendues en 1997, sur tous les types de prêts : de -2,49 points pour le taux d'escompte entre le quatrième trimestre de 1996 et le quatrième trimestre de 1997 à -1,89 point pour le taux des crédits à moyen et long termes sur la même période. La baisse du coût du crédit aux entreprises en 1997 a donc été plus importante que celle des taux de marché à long terme (-0,42 point) et elle est intervenue en dépit du contexte de stabilité des taux de marché à court terme. La baisse du coût du crédit a été moins importante dans le cas des ménages. Le coût moyen du crédit à l'habitat s'est réduit de 1 point pour les prêts à taux fixe comme à taux variable et le coût moyen des crédits de trésorerie a été abaissé de 0,89 point. Le taux des découverts permanents octroyés aux ménages a même légèrement progressé (de 0,11 point) au quatrième trimestre de 1997.

Reprise de la demande de financement

Malgré la reprise des financements désintermédiés, l'Endettement Intérieur Total des entreprises s'était contracté de 2,3% en glissement annuel en décembre 1996. En décembre 1997 son glissement annuel est revenu à -0,3%. Au sein de l'endettement bancaire, les crédits destinés à l'investissement des entreprises ont retrouvé une variation positive, en glissement annuel, dès janvier 1997. Leur progression a atteint 2,3% en décembre 1997. Les crédits de trésorerie ont continué à baisser jusqu'en juin 1997. On observe depuis la fin 1996 une atténuation progressive des baisses des crédits.

L'endettement des ménages a quant à lui redémarré dès 1996, avec une progression de 3,1% en glissement annuel en décembre 1996. L'année 1997 a confirmé la reprise du recours au crédit de la part des ménages, puisque la hausse de leur endettement, régulière au cours de l'année, a atteint 2,7% en décembre 1997. Les crédits de trésorerie comme les crédits destinés à l'habitat ⁽²⁾ ont été dynamiques (respectivement +6,4% et +4,6% en décembre 1997).

(2) La répartition complète des crédits par objets de l'ensemble des institutions financières n'est connue qu'avec retard. Elle n'est immédiatement connue que pour le crédit bancaire stricto sensu (environ 57% de l'encours total de crédit, en excluant les crédits octroyés par les sociétés et institutions financières ainsi que par le réseau de la CDC et des caisses d'épargne).



Forte hausse des placements liquides

La rémunération des produits financiers compris dans le sous-agrégat M3-M2 (OPCVM monétaires, comptes à terme) a fortement baissé en 1996, sous l'effet conjoint d'un durcissement de la fiscalité et de la forte baisse des taux d'intérêt de court terme. En réaction, les agents non-financiers ont en 1996, puis au début de 1997, essentiellement réalloué leurs fonds vers des placements très peu liquides, qui bénéficiaient d'un traitement fiscal favorable et d'une rémunération encore relativement élevée, tels que les PEL (compris dans P1) et les contrats d'assurance-vie (compris dans P2). Depuis le printemps 1997, les agents non-financiers réallouent davantage leurs placements vers des produits beaucoup plus liquides, compris dans M2 (billets, comptes courants, livrets A, ...). En témoigne notamment la progression de cet agrégat, qui a atteint +9,1% en glissement annuel en janvier 1998, contre +6,2% en juin 1997. Cette préférence pour la liquidité, au-delà d'une réaction à la baisse des rendements après impôts de la quasi-totalité des placements disponibles, pourrait signaler une attitude plus favorable à la consommation. ■

Éléments du compte des administrations publiques

L'évolution des finances publiques est marquée en 1997 par une accélération des recettes et par la maîtrise des dépenses. Les dépenses du budget de l'État, notamment, ont nettement ralenti. La France respecte les deux seuils fixés par le traité de Maastricht en matière de finances publiques : le ratio déficit public / PIB atteint le seuil de 3% et le ratio dette publique / PIB est inférieur au seuil de 60% (58%). La loi de finances pour 1998 prévoit une

croissance de 2% des recettes et de 1,1% des charges. Le déficit budgétaire devrait diminuer encore et atteindre 257,9 Mds de F, correspondant à un besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques de 3% du PIB. Ceci représente un nouvel effort puisque ce chiffre est atteint sans la contribution exceptionnelle de France-Télécom, équivalente à près de 0,5 point de PIB en 1997.

IMPÔTS REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ⁽¹⁾

	Moyennes semestrielles			Moyennes annuelles		Niveaux en Mds de F.	
	1997		1998	1996	1997	1996	1997
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.				
Impôts liés à la production	2,1	3,2	2,8	7,2	4,3	1167,3	1217,2
- TVA grevant les produits	2,9	5,0	3,1	6,6	4,9	613,0	642,8
- TVA communautaire	4,8	0,8	-4,0	-13,5	3,3	-43,5	-45,0
- Impôts spécifiques sur les produits	-0,5	2,2	1,8	4,2	2,1	352,0	359,3
dont TIPP	-0,5	2,6	1,9	3,5	1,6	148,6	150,9
- Impôts sur les salaires	0,0	2,2	0,2	2,9	0,8	84,2	84,9
- Autres impôts liés à la production	6,9	-1,3	3,5	12,8	8,7	154,8	168,3
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine et le capital	4,7	7,6	16,1	7,7	11,0	786,5	873,2
- Impôts sur le bénéfice des sociétés	-0,1	53,4	-11,5	7,1	26,0	128,8	162,4
dont SQS non financières	-0,4	60,8	-12,7	4,7	28,3	100,9	129,5
- Impôts sur le revenu ⁽²⁾	7,2	-2,6	35,0	8,3	8,5	436,4	473,6
- Autres impôts sur le revenu et le patrimoine	2,5	3,5	1,7	7,0	7,2	221,3	237,2
dont taxes locales	2,3	4,0	0,9	10,2	7,8	169,5	182,6
Impôts en capital	6,5	18,6	-5,2	-4,3	17,0	46,6	54,5
Total des impôts	3,2	5,3	8,0	7,1	7,2	2000,4	2145,0

■ Préviation

Les impôts sont ici classés et évalués selon les conventions de la Comptabilité Nationale (voir *Note de Conjoncture* de décembre 1992, p. 22). Mais les montants de 1996 ne sont pas égaux à ceux indiqués par les Comptes de la Nation, qui, calés sur l'exécution budgétaire, tiennent compte de la modification de la période complémentaire. Ces différences proviennent d'un redressement de certains impôts qui a été introduit pour rendre comparables les variations trimestrielles.

(1) Centrales, locales et de sécurité sociale.

(2) Y compris CSG et CRDS.

Les grandes lignes de la loi de finances pour 1998 ⁽¹⁾

Le déficit du budget de l'État inscrit dans la loi de finances initiale pour 1998 s'élève à 257,9 Mds de F, en recul par rapport à 1997 (267,7 Mds de F en exécution pour 284,8 Mds de F dans la loi de finances initiale). La loi prévoit une progression de 1,1% des charges du budget ⁽²⁾ (hors dépenses financées par fonds de concours) et une progression des recettes de 2%, après une progression des recettes nettes du budget général de 3% en 1997.

Les recettes de l'impôt sur le revenu devraient connaître une faible progression (+0,4%) en 1998. Les revenus perçus en 1997 servant de base à l'impôt versé en 1998 devraient progresser faiblement et l'accélération des recouvrements qui a eu lieu en 1996 et 1997 devrait marquer le pas.

Les recettes de l'impôt sur le bénéfice des sociétés augmenteraient de 10,3% en 1998 après +20,3% en 1997. Les mesures spécifiques au titre de l'impôt sur les sociétés

adoptées dans la loi "portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier" (en particulier la contribution exceptionnelle de 15% d'impôt sur les sociétés pour les entreprises autres que PME) y contribuent encore, quoique marginalement par rapport à 1997.

Les recettes de TVA nette croîtraient de 1,7% en 1998 (après +4,3% en 1997) et la taxe sur les produits pétroliers de 2,7% (après +1,6% en 1997), dans l'hypothèse d'une progression de la consommation globale des produits pétroliers de 1,1%.

(1) Les évolutions pour 1998 sont calculées sur la base de la loi de finances initiale pour 1998 et du budget exécuté de 1997. Les évolutions pour 1997 reposent sur les chiffres des budgets 1996 et 1997 exécutés.

(2) c'est-à-dire les dépenses du budget général et les charges nettes des comptes spéciaux.

Les impôts perçus par l'ensemble des administrations publiques - au sens de la comptabilité nationale - ont augmenté de 7,2% en 1997 après 7,1% en 1996. Cette augmentation représente une plus-value par rapport aux estimations de la *Note de conjoncture* de décembre 1997 (+6,4%), les recettes fiscales ayant été supérieures au montant estimé dans la loi de finances rectificative pour 1997.

En raison des mesures adoptées dans la loi sur le financement de la sécurité sociale pour 1997 (élargissement de l'assiette de la CSG et augmentation de son taux contrebalancées par une baisse des cotisations maladie), les impôts sur le revenu et le patrimoine versés par les ménages ont augmenté de 8,7% en 1997 (après une hausse de 9,1% en 1996). Ils contribuent pour 2,6 points à la croissance du total des impôts. En fait, les recettes de l'impôt sur le revenu ont diminué de 6,5% en 1997, du fait des dispositions de la loi de finances pour 1997 concernant la réforme de l'impôt sur le revenu et prévoyant notamment une baisse des taux du barème. Seules les recettes de la CSG (comptabilisées dans cette rubrique en comptabilité nationale) ont augmenté en 1997 (+50,9%). Cette augmentation a été compensée par la baisse des cotisations sociales. Ce transfert des cotisations sociales vers la CSG s'amplifie en 1998.

Les recettes de l'impôt sur le bénéfice des sociétés ont fortement augmenté en 1997 (+26,0% après +7,1% en 1996). Cette progression résulte principalement de l'in-

cidence budgétaire, dès 1997, de la majoration exceptionnelle de 15% de l'impôt sur le bénéfice des sociétés réalisant plus de 50 millions de chiffre d'affaires, prévue dans la loi "portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier" du 10 novembre 1997 ; elle résulte également de l'augmentation du bénéfice imposable des sociétés.

Les recettes de TVA grevant les produits progressent de 4,9% en 1997 après 6,6% en 1996. La consommation des ménages plus faible que prévu initialement et une réévaluation des remboursements de TVA peuvent expliquer cette progression, inférieure à ce que l'on pouvait attendre au vu des objectifs budgétaires initiaux.

L'augmentation des recouvrements de la taxe intérieure sur les produits pétroliers atteint 1,6%, en retrait par rapport aux prévisions faites sur la base de la loi de finances pour 1997, en partie à cause de la baisse continue de la consommation de supercarburant plombé.

Le besoin de financement des administrations publiques - le "déficit public" au sens de la comptabilité nationale européenne - atteint 244,5 Mds de F. Il recule de 78,9 Mds de F par rapport à l'année précédente principalement grâce à la réduction du besoin de financement des administrations publiques centrales, c'est-à-dire de l'État et des "divers organismes d'administration centrale". ■